

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 18 (1926)
Heft: 3

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Abonnement: 5 fr. par an
Pour l'Etranger: Port en sus
Abonnement postal, 20 cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'Union syndicale suisse, Berne
Téléphone 3168 o Monbijoustrasse 61 o Compte de chèques N° III 1366
Parait tous les mois

o Expédition et administration: o
Imprim. de l'Union, Berne
o o o Monbijoustrasse, 61 o o o

SOMMAIRE:

Pages

1. Une grève peu commune	25
2. Les décisions de la VIIe conférence internationale du travail et l'Union syndicale suisse	26
3. Le droit de l'ouvrier	27

Pages

4. Economie politique	28
5. Dans les fédérations suisses	38
6. Mouvement international	39
7. Etranger	40
8. Le coût de la vie	40

Une grève peu commune

L'industrie horlogère suisse vient d'être le théâtre d'un événement d'une originalité remarquable. D'un commun accord, patrons et ouvriers décidaient une grève que leurs organisations professionnelles soutenaient en commun; les grévistes, au nombre de 1300 environ, recevaient du syndicat patronal 6 fr. par jour et de celui des ouvriers 4 fr.

Avant d'aborder le fond même de la question, il convient de rappeler pour ceux de nos lecteurs ne vivant pas dans les milieux horlogers, que ces deux groupements sont certainement les mieux organisés de l'industrie horlogère et même de l'industrie suisse dans son ensemble. *Sous ce rapport, ils ne le cèdent en rien aux organisations des arts graphiques de ce pays.*

Cette organisation si complète et si bien ordonnée de cette élite d'ouvriers, que l'on rencontre dans le Jura, berceau de la première Internationale, est dûe pour une très grande part à l'esprit avisé et au dévouement de militants tels qu'Achille Grosipierre, qui, depuis plus de 25 ans, conduit les destinées de la Fédération des monteurs de boîtes, aujourd'hui incorporée dans la Fédération des ouvriers métallurgistes et horlogers.

Les ouvrier monteurs de boîtes furent les premiers dans les montagnes neuchâteloises à obtenir un contrat collectif avec réciprocité syndicale: tous les patrons, syndiqués entre eux, n'engageant que des ouvriers syndiqués dans la F. O. M. H., et ceux-ci ne travaillant que chez des patrons syndiqués. Ce contrat collectif, un modèle du genre, fut réalisé il y a 20 ans. à une époque où la situation dans l'industrie de la boîte de montre paraissait désespérée. La concurrence entre patrons et les luttes ouvrières avaient épousé les uns et les autres. La grève, que les ouvriers soutinrent alors, avait été déclenchée à un moment où la caisse syndicale ouvrière ne disposait que de quelques francs. Et si personne n'eut faim durant cette grève assez longue, c'est grâce à des manifestations de générosité et de foi vraiment émouvantes dans leur simplicité: Les ouvriers mieux partagés financièrement apportant leurs carnets d'épargne, mettant ainsi la totalité de leurs économies personnelles, fruit de nombreuses années de labeur, à la disposition du comité de grève pour venir en aide aux pères de familles chargés d'enfants et que l'absence de secours feraient souffrir.

Le succès répondit à cet admirable mouvement de solidarité. L'action ouvrière avait obligé le patronat à s'organiser et ce fut le point de départ d'une ère de

prospérité dans l'industrie boîtière. Son exemple stimula l'activité syndicale dans l'ensemble de l'industrie horlogère. Il serait intéressant d'en narrer les péripéties diverses, mais la place nous fait défaut ici. Cette introduction suffit d'ailleurs à la compréhension du mouvement qui vient de se produire.

Vint la guerre avec toutes ses perturbations. Une crise économique sans précédent dans l'industrie horlogère. Un des premiers gestes du patronat fut de dénoncer tous les contrats collectifs en vigueur. Il s'en suivit la pire des anarchies. Les prix de vente des montres et les salaires des ouvriers firent une descente vertigineuse. Une belle industrie semblait marcher irrémédiablement à sa ruine.

Pensant avec raison qu'une industrie n'est pas l'apanage exclusif des patrons, les victimes des erreurs de ces derniers, les ouvriers, ne voulaient pas assister à cette déroute sans faire tous les efforts nécessaires en vue de restaurer cette belle industrie horlogère, dont dépendait l'existence de milliers de familles. Les organisations ouvrières furent maintenues malgré l'intensité sans exemple de la crise économique. Dès la reprise des affaires, elles insistèrent pour renouer les anciennes relations avec les organisations patronales. Tandis que les patrons monteurs de boîtes s'y prêtèrent bientôt, les ouvriers horlogers essayèrent un refus de la part des fabricants d'horlogerie. Ceux-ci ne voulaient pas se lier avec des organisations ouvrières adhérant à l'Union syndicale suisse, dont les statuts préconisent la lutte de classe. Pauvre et puéril argument qui en dit long sur l'état d'esprit des dirigeants patronaux. Comme si la lutte de classe n'était pas un fait qu'ils pratiquent, eux patrons, comme tous les groupements économiques de leur bord et que seuls les ouvriers dans leur franchise ont cru devoir affirmer naïvement dans les statuts de leurs associations.

Ce n'était évidemment qu'un prétexte pour ne rien faire. Commode peut-être, mais peu franc certainement. Sans se laisser décourager, les ouvriers poursuivirent opiniâtrement leur programme, opposant à l'inaction et à l'impuissance patronale un projet complet de restauration horlogère qu'ils présentèrent à la Chambre cantonale du commerce, de l'industrie et du travail du canton de Neuchâtel, institution officielle paritaire. Ils s'approchèrent des pouvoirs publics fédéraux et des autorités cantonales et communales des régions industrielles intéressées. Achille Grosipierre interpella au Conseil national. Partout la thèse ouvrière rencontra la plus grande sympathie, la plus grande compréhension et même l'appui nécessaire pour les démarches à entreprendre. Seuls les fabricants d'horlogerie ne voulaient